

**ENTENTE DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE
POUR LA PRESTATION DES SERVICES POLICIERS
DANS LA COMMUNAUTÉ DE LAC-SIMON
pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2018**

ENTRE

LE CONSEIL DE LA NATION ANISHNABE DU LAC SIMON
représenté par la chef
(ci-après appelé le « Conseil »)

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique
(ci-après appelé le « Québec »)

(ci-après collectivement appelés les « parties »)

ATTENDU QUE les parties ont conclu, de concert avec Sa Majesté la reine du chef du Canada (ci-après appelé le « Canada »), l'*Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Lac-Simon pour la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2018* (ci-après appelée « Entente tripartite 2014-2018 »), laquelle entente avait notamment pour objectif d'établir et de maintenir un corps de police desservant la communauté;

ATTENDU QUE des circonstances exceptionnelles ont engendré des coûts supplémentaires et que les sommes prévues à même l'Entente tripartite 2014 2018 sont insuffisantes pour couvrir ces coûts ;

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

1.1 Le préambule et l'annexe A font partie intégrante de la présente entente.

- 1.2 Les dispositions de l'Entente tripartite 2014-2018 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la présente entente.
- 1.3 La présente entente n'a pas pour effet de modifier l'Entente tripartite 2014-2018, ni les ententes tripartites ultérieures.

2. FINANCEMENT DES SERVICES POLICIERS

- 2.1 Le Québec accepte d'accorder un financement annuel complémentaire de 371 985 \$ pour l'exercice financier 2016-2017 et de 776 923 \$ pour 2017-2018.
- 2.2 La somme maximale du financement complémentaire des services policiers financés par le Québec est établie :
 - a) par exercice financier débutant le 1^{er} avril d'une année civile et se terminant le 31 mars de l'année civile subséquente; et,
 - b) selon le budget figurant à l'Annexe « A » de la présente entente, à :
371 985 \$ pour l'exercice financier 2016-2017;
776 923 \$ pour l'exercice financier 2017-2018.

totalisant 1 148 908 \$ pour l'ensemble de l'entente.
- 2.3 Le Conseil doit respecter le budget présenté à l'Annexe « A » de la présente entente.
- 2.4 Le Conseil peut réaffecter des fonds entre les postes budgétaires admissibles définis dans le budget de l'Annexe « A », ou selon l'article 4.6 de l'Entente tripartite 2014-2018, après avoir expliqué au Québec et avoir obtenu de sa part une autorisation écrite.
- 2.5 Toute somme dont l'utilisation sera jugée non conforme à l'Annexe « A » de la présente entente ou à une éventuelle réaffectation autorisée par le Québec pourra être retenue à même les versements de toute nouvelle entente conclue entre le Québec et le Conseil.

3. MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION

- 3.1 Le Québec versera au Conseil le financement complémentaire prévu à l'article 2 de la présente entente en quatre versements égaux les 1^{er} juin, le 1^{er} août, le 1^{er} novembre et le 1^{er} février des exercices financiers visés par la présente entente.
- 3.2 Le versement par le Québec du présent financement complémentaire à la prestation des services policiers est conditionnel à la mise en vigueur et au maintien de l'Entente tripartite 2014-2018.

3.3 Le versement du présent financement complémentaire est également conditionnel à l'approbation des crédits par l'Assemblée nationale du Québec au ministère de la Sécurité publique pour financer les services policiers autochtones pour l'exercice financier durant lequel le versement de la contribution du Québec est susceptible d'être exigible.

4. AFFECTATION DES DÉPENSES ET COÛTS ADMISSIBLES

4.1 Le Conseil doit exclusivement affecter les contributions, obtenues en vertu de la présente entente, aux dépenses prévues au budget figurant à l'Annexe « A » de la présente entente, et conformément aux dispositions du paragraphe 4.6.1 de l'Entente tripartite 2014-2018. Ces dépenses ne pourront excéder ce qui est prévu à l'Annexe « A » de la présente entente.

4.2 Les parties conviennent que seules les dépenses prévues au paragraphe 4.6.1 de l'Entente tripartite 2014-2018 sont admissibles en vertu de la présente entente.

4.3 Le présent financement complémentaire devra être distingué dans le cadre de la tenue de registres comptables, de dossiers financiers, de la conservation des documents, lors de la présentation de l'état des flux de trésorerie et des états financiers, ainsi que lors de la reddition de compte exigée en vertu de l'Entente tripartite 2014-2018, afin que le Québec puisse aisément obtenir un portrait distinct du résultat découlant directement de ce financement complémentaire.

5. INFORMATION AU PUBLIC

5.1 Le Conseil et le Québec s'assurent de se concerter avant toute annonce publique (au moyen de communiqué, de point ou conférence de presse, de publicité ou autrement) concernant la présente entente et conviennent que tout message à ce sujet véhiculé publiquement par une partie devra être approuvé par l'autre partie.

6. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1 Les parties conviennent que le financement complémentaire mentionné à l'article 2 de la présente entente ne constitue pas une reconnaissance par le Québec d'un besoin récurrent de financement supplémentaire. Elle constitue plutôt une contribution supplémentaire ponctuelle et non reconductible visant à favoriser le maintien de la prestation de services policiers professionnels, dédiés et adaptés aux besoins et à la culture de la communauté de Lac-Simon. Ce financement complémentaire est fait sans préjudice aux positions respectives des parties dans le cadre de toute négociation les impliquant.

6.2 La présente entente entre en vigueur à la date de la signature par toutes les parties et couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2018.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES DÛMENT AUTORISÉES À CET EFFET ONT SIGNÉ :

POUR LE CONSEIL,


LA CHEF


Signé le

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,


LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

08-08-2017
Signé le

**Annexe « A »
Budget – Financement complémentaire 2016-2018**

	2016-2017	2017-2018	Total
Revenus			
Financement complémentaire – Entente bilatérale Québec	371 985 \$	776 923 \$	1 148 908 \$
Dépenses			
Salaires et charges sociales	334 787 \$	776 923 \$	1 111 710 \$
Transport et équipements connexes			
Dépenses administratives	37 198 \$	0 \$	37 198 \$
Formation et équipement			
Assurances			
Équipement de police			
Total des dépenses	371 985 \$	776 923 \$	1 148 908 \$